



Le grand  
**débat national**

---

---

## Grand Débat National

### Compte rendu de la réunion publique du 26 janvier 2019

---

---

Document établi par le Maire de Machecoul-Saint-Même.  
Le 7 mars 2019  
Didier FAVREAU

## CONTEXTE

Dans le cadre du Grand Débat National, la population communale (7 684 habitants) a été avertie de l'organisation de 4 réunions publiques.

La **première réunion** du Grand Débat National s'est déroulée à Machecoul-Saint-Même, **le samedi 26 janvier 2019** de 10 h à 12 h à l'Espace de Retz.

Cette réunion a rassemblé près de 25 personnes.

Le débat était animé par Didier FAVREAU, Maire de la commune. Secrétariat réalisé par Daniel JACOT, Adjoint au Maire chargé des Affaires Générales.

Les citoyens présents étaient invités à prendre la parole pour débattre et donner des propositions sur les 4 thèmes proposés par l'État (la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la démocratie et la citoyenneté) mais chacun a pu s'exprimer sur les sujets qui le préoccupaient.

Il est à noter que cette réunion s'est passée dans un climat serein et de respect mutuel. Tout le monde a pu s'exprimer.

Vous trouverez, ci-après, les remarques et les propositions des participants.

## LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1. La commune est couverte à moitié par des plastiques du maraîchage. Certes, les maraîchers doivent pouvoir travailler mais il faudrait encadrer cette activité. Il faudra aussi veiller à la qualité des logements des saisonniers travaillant dans le maraîchage.

## LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

1. La baisse des retraites. Un retraité se plaint d'une perte de 600 € par an du fait de l'augmentation de la CSG. Y aura-t-il un remboursement en avril 2019 ? Malheureusement, les retraites ne sont pas indexées et on constate une baisse du pouvoir d'achat. On constate une augmentation de l'abonnement du gaz.
2. L'inégalité entre les citoyens. Une personne, fonctionnaire dans le social, a vu sa situation se dégrader pour des problèmes personnels. Son salaire étant passé de 1 900 € à 1 200 €. Elle n'a pu obtenir aucune aide de la CAF ni des autres organismes sociaux du fait que ses revenus étaient au-dessus des minimas sociaux. Elle estime que cela n'est pas équitable. Elle a toujours travaillé alors que d'autres ne travaillent pas et perçoivent des aides équivalentes à ses revenus. Travaillant actuellement dans le social loin de son domicile, elle est obligée d'accepter des heures de ménages pour compléter ses revenus.
3. Un chômeur de 53 ans qui ne retrouve pas de travail vit avec 484 € par mois. Comment doit-il faire ? Il survit.
4. Certaines familles sont "sur-aidées" avec leurs enfants placés en famille d'accueil et qui perçoivent cependant des allocations familiales et autres aides. Parfois, ces gens font même des voyages à l'étranger. Si nous avons des droits, nous avons aussi des devoirs.
5. On parle de la suppression de la taxe d'habitation, mais qu'en est-il des taxes foncières ? J'ai réalisé que ma maison avait été surévaluée, donc j'ai eu un dégrèvement de taxe d'habitation et beaucoup de gens sont comme moi.

1. Dans ce domaine, le côté humain n'est pas assez pris en compte. Tous les citoyens sont dans le "même panier" avec un barème fixe. Pourquoi la situation de chacun n'est-elle pas étudiée au cas par cas ?
2. Les élus de la République qui ont arrêté leur fonction depuis longtemps (ex. anciens ministres et anciens présidents) sont protégés ainsi que leurs biens (pour quelles raisons ?). La situation est bien plus saine dans les pays nordiques. Quand on pense que certains élus ont des casiers judiciaires avec condamnation alors qu'un buraliste doit avoir un casier vierge. Ces mêmes élus ont des retraites faramineuses. En tant que buraliste, ayant dû prendre ma retraite deux mois avant la date, j'ai perdu 60 % de ma retraite.
3. L'administration est un véritable carcan, particulièrement rigide.
4. Le guichet de la gare SNCF de la commune a été fermé brutalement. Actuellement, un bus SNCF vient tous les 15 jours sur le marché. Combien de temps cela va-t-il durer ? Le tarif TER est très cher. Le car est beaucoup moins cher.
5. Les moyens de communication actuels coutent chers. Tout le monde ne peut pas se payer un ordinateur avec l'abonnement Internet. Nous allons à marche forcée vers le tout informatique. Il faudrait aider les gens à faire leurs démarches et leurs papiers. Pourquoi ne pas envisager une aide de la bibliothèque, projet intéressant des maisons de services avec du bénévolat.

1. Les violences et les incivilités sont inacceptables. Il faudrait retrouver une solidarité entre les citoyens. Avec les moyens de communication, les gens sont de plus en plus isolés. Sur la commune, des jeunes insultent des anciens devant certains magasins. Que font les gendarmes ? Que fait-on de la sécurité dans notre ville ? J'insiste sur la solidarité.
2. Il y a une démission de certains parents. Si l'éducation nationale a la charge de l'enseignement scolaire des enfants, il faudrait aussi envisager une certaine éducation des parents. Il doit exister un esprit de civilité dans l'éducation nationale.
3. Les logements. Il y a un problème particulier de logements pour les familles monoparentales. Il faudrait pouvoir adapter le montant du loyer au revenu du locataire.
4. Certes, le droit de manifester est inscrit dans la Constitution. Mais, les actions intolérables des casseurs ne devraient pas rester sans suite. Le Gouvernement laisse-t-il faire les casseurs ? On a l'impression que les forces de l'ordre n'interviennent pas sur ordre.
5. La démocratie est en danger. Revenons aux droits et devoirs des citoyens qui sont des valeurs premières de la République et qui garantissent les libertés. Malheureusement, certaines libertés sont mises à mal comme l'expression du citoyen et la libre circulation. L'information malveillante de certains sur les réseaux sociaux donne des fake news pernicieuses, ainsi on a fait croire aux gens que l'Alsace-Lorraine allait être redonnée à l'Allemagne. Concernant la libre circulation des citoyens, les manifestations ainsi que des occupations et des blocages empêchent les citoyens de circuler librement. A quoi sert-il de crier "Macron, démission" ? Nous manquons de bon sens. Comment peut-on imaginer une société sans payer d'impôts ? Par contre, il faudrait revoir l'organisation de l'administration (millefeuille administratif inefficace). Comment se fait-il que certaines grandes sociétés internationales présentes en France ne payent pas ou peu d'impôts ?

## THÈME LIBRE

1. Incivilités dans la commune. La personne souhaiterait que la Gendarmerie soit plus présente et plus à l'écoute des demandes des citoyens.
2. Parcours professionnel. Il faudrait que les services publics et les entreprises puissent embaucher des personnes motivées mais sans diplôme qui travaillant pourraient passer le ou les diplômes nécessaires (cas particulier d'une aide auxiliaire de puériculture).
3. Un citoyen s'inquiète de la galerie marchande prévue dans le projet du nouveau Super U. Par ailleurs, on pourrait autoriser l'installation de services dans le centre ville pour le redynamiser. Monsieur le Maire a précisé un raisonnement économique nouveau avec une complémentarité entre les quelques magasins de la galerie marchande et les magasins du centre ville.
4. Une personne habitant près du futur centre commercial (Grand Retz) s'inquiète des nuisances liées aux travaux. Elle a peur de devoir déménager.
5. Plusieurs personnes estiment n'avoir pas été bien informées des lieux des réunions du Grand Débat. On a parlé de la Mairie, puis ensuite de l'Espace de Retz. Monsieur le Maire explique que l'Espace de Retz a semblé mieux approprié.
6. Un élu souhaite la présence de jeunes aux futures réunions.
7. Concernant la nouvelle usine de traitement des eaux et son périmètre de sécurité, il est prévu que les cuves à fuel possèdent une double paroi alors que dans 10 ou 20 ans, le fuel domestique ne sera sans doute plus pratiquement utilisé. Il est question que ces cuves soient changées gratuitement, mais les aides n'ont pas encore été décidées.
8. Il faudrait prévoir une aire de camping-cariste à Machecoul-Saint-Même. Pourquoi pas au sein du camping municipal ?



Le grand  
**débat national**

---

---

## Grand Débat National

### Compte rendu de la réunion publique du 2 février 2019

---

---

Document établi par le Maire de Machecoul-Saint-Même.  
Le 7 mars 2019  
Didier FAVREAU

## CONTEXTE

Dans le cadre du Grand Débat National, la population communale (7 684 habitants) a été avertie de l'organisation de 4 réunions publiques.

La **deuxième réunion** du Grand Débat National s'est déroulée à Machecoul-Saint-Même, **le samedi 2 février 2019** de 10 h à 12 h à l'Espace de Retz.

Cette réunion a rassemblé près de 25 personnes.

Le débat était animé par Didier FAVREAU, Maire de la commune. Secrétariat réalisé par Daniel JACOT, Adjoint au Maire chargé des Affaires Générales.

Les citoyens présents étaient invités à prendre la parole pour débattre et donner des propositions sur les 4 thèmes proposés par l'État (la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la démocratie et la citoyenneté) mais chacun a pu s'exprimer sur les sujets qui le préoccupaient.

Il est à noter que cette réunion s'est passée dans un climat serein et de respect mutuel. Tout le monde a pu s'exprimer.

Vous trouverez, ci-après, les remarques et les propositions des participants.



## LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

1. Le maraîchage se développe et c'est effrayant. Devant cette nouvelle pollution, les municipalités sont trop tolérantes. Les zones de captage d'eau potable ont dû mal à s'établir.
2. On veut remplacer le diesel par l'électricité pour les voitures. Mais, l'électricité est chère et lors de grands froids, les moteurs électriques des véhicules peuvent s'arrêter. Il faudrait des alternatives viables. Nous sommes soumis aux pressions des lobbys. Tant qu'il y aura des lobbys et la grande finance, on ne pourra rien faire. Nous y serons asservis.
3. Le ferroviaire devrait être un moyen de mobilité majeur or, actuellement, son organisation en France est catastrophique malgré les bonnes paroles des responsables de la SNCF. Cette désorganisation est encore plus marquante sur les TER (Trains Express Régionaux). Il faudrait développer bien plus les pistes cyclables dans les villes à l'instar des pays nordiques. J'ai peur de mourir en vélo à Paris car la cohabitation voiture/vélo n'a pas été correctement étudiée.
4. Concernant la chaîne agroalimentaire, des lobbys des grandes entreprises décident de l'utilisation des pesticides et autres agents fertilisants.  
Les échanges économiques entre les pays créent parfois des situations ubuesques. Ainsi, on a fait entrer des carcasses de viandes de bovins malades d'un pays de l'Est. Il faudrait veiller à un abattage de qualité.
5. Malheureusement, les gens les moins riches consomment le moins bien achetant des produits souvent de qualité alimentaire moyenne (graisse, additifs, sel, sucre,...). De ce fait, sur ces personnes apparaissent des maladies chroniques (prise de poids, diabète,...) et un vieillissement à problème (tension artérielle, accident vasculaire cérébral,...).
6. Souvent les gens achètent au moins cher et malheureusement les groupes de distribution décident des prix aux agriculteurs alors qu'il faudrait tenir compte obligatoirement du prix de revient de ces derniers. Il y a manifestement une volonté des grands groupes d'ignorer ce problème vital.
7. Les lobbys assassinent les agriculteurs qui n'ont pas de pouvoir de décision.

## LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

1. Les retraités en France sont des vaches à lait alors qu'ils participent grandement au bénévolat dans les associations communales.
2. Les retraites n'augmentent pas et les prix montent. Ce matin sur le marché, une salade était à 5 € (frisée, scarole). Je suis née avant la guerre et je suis très déçue par notre Président. La vie était plus facile avant la guerre. Beaucoup de personnes profitent des restos du cœur alors que je finis parfois la semaine avec un camembert.
3. La retraite est un droit et non une aumône. Le montant des retraites ne suit pas l'augmentation des prix.
4. J'ai 67 ans avec une retraite de 1 200 euros alors que j'ai travaillé 60 h/semaine en indépendant toute ma vie sans gagner le SMIC les 5 premières années.
5. Concernant la fiscalité, il faudrait mettre en place une approche systémique holistique. Il faut mieux répartir la pression fiscale : les plus riches doivent payer plus.
6. On a supprimé l'impôt sur la fortune croyant augmenter l'investissement dans l'économie. Mais, pourquoi un riche irait investir le montant de son impôt sur la fortune dans l'économie. La dépense publique est peut-être mal répartie.
7. Je pense comme beaucoup de gens qu'il faut plus d'humanité et de solidarité dans les décisions politiques et sociales. Il faut laisser les gens s'exprimer.
8. On ne peut pas avoir confiance a priori dans les grandes entreprises, il faut maintenir une certaine contrainte de l'État. Le ruissellement ne marche pas : les ultra-riches n'investissent pas par plaisir dans les entreprises, la bourse, les ONG. Contrairement à ce qu'on aurait pu croire (surtout le Gouvernement), la suppression de l'ISF n'a pas enrayer la baisse des dons aux associations caritatives et d'intérêt général (restos du cœur, croix rouge, institut Pasteur,...). Il faut une fiscalité fiable et contraignante.  
Actuellement, les emplois sont créés par les PME et PMI alors que les grandes entreprises ont plutôt tendance à dégraisser (toujours cette obsession d'augmenter le dividende des actionnaires). En plus, les PME et PMI sont de plus en plus taxées.  
En Allemagne, il y a deux ou trois fois plus de PME qu'en France.
9. Il faut taxer les flux financiers et de produits.
10. Les concessions d'autoroutes ont entraîné des augmentations intolérables. Ainsi, 40 % des taxes péages vont dans la poche des actionnaires des concessionnaires. Par exemple, un aller-retour "Machecoul-Clermont-Ferrand" coûte 100 € en péage. Il faut renationaliser les autoroutes.  
La gestion des autoroutes n'est pas faite pour les citoyens.
11. Quand on pense à l'argent public dépensé pour l'installation des portiques devant servir à récolter l'écotaxe (écotaxe supprimée), nous sommes atterrés, quelle gabegie ! De plus, les portiques ont été détruits par des français (bonnets rouges).
12. L'enfouissement des réseaux à un coût énorme, mais compensé ensuite par un entretien beaucoup plus facile. Si la charge financière est mise sur le dernier maillon (la commune), c'est impossible. Il faut une réflexion sur le long terme car des projets intelligents n'arrivent pas à aboutir.

1. Les gens en difficulté n'osent parfois pas demander de l'aide car le numérique les dépasse. Malheureusement, de plus en plus de guichets ont disparu.
2. Il faudrait instituer le dialogue entre tous les élus. Malheureusement, les lourdeurs administratives sont énormes. La place des élus est un peu écrasée par cette lourdeur administrative. De plus en plus de responsabilités pèsent sur les épaules des Maires et des Présidents des intercommunalités avec de moins en moins de moyens : alors comment faire de l'écologie efficace ?
3. Une personne ayant travaillé aux hôpitaux de Paris estime qu'aujourd'hui l'aspect économique a dénaturé en partie la fonction hospitalière *"il faut opérer pour gagner de l'argent"*. Il y a des craquements de plus en plus forts dans l'organisation hospitalière en France. La communication avec les patients est de plus en plus difficile dans les hôpitaux. Ainsi, une personne a été incapable de récupérer ses radiographies au CHU.
4. Concernant l'enseignement, il faut arrêter ce chantage à l'enseignement supérieur tant de la part de l'État que des parents d'élèves. Il faut revaloriser les BAC professionnels et les filières techniques permettant d'obtenir des formations qualitatives et de trouver facilement des emplois techniques (forte demande de personnel qualifié).  
Dans notre région, 2 000 à 3 000 PME ne trouvent pas de techniciens formés.
5. La bureaucratie est trop lourde.
6. On met trop de poids sur les communes avec de moins en moins de moyens.

1. La diminution de la durée du mandat présidentiel à 5 ans est une erreur. Il faudrait revenir à 7 ans. Par contre, il faudrait ajouter une dose de proportionnelle pour une meilleure représentativité des tendances politiques de notre pays.
2. Le Député doit réunir les élus de la base régulièrement. Qui connaît le Député de notre circonscription ?
3. Parfois les élus prennent des décisions qui vont à l'encontre de la vie quotidienne des citoyens et le peuple ne peut efficacement contester. Le Président est notre employé et non notre employeur. Le Président et l'Assemblée Nationale ont un blanc-seing pour 5 ans. Il faudrait remettre en place le décalage entre l'élection présidentielle et les élections législatives. Ainsi, le peuple aurait éventuellement un moyen de sanctionner le Président de la République. Le peuple devrait avoir plus de moyens de contrôle sur l'État. Le Président est notre représentant et non notre chef.
4. La 5<sup>ème</sup> République a été faite pour le Général De Gaulle. On est peut-être arrivé au bout du cycle politique de la 5<sup>ème</sup> République.
5. L'Assemblée Nationale devrait représenter plus activement l'expression du peuple. Il faudrait organiser des référendums d'initiative populaire comme en Suisse. Il faut une complémentarité entre la démocratie électorale et la démocratie participative. La réforme des régions a été mal conduite avec des régions trop grandes. Il ne faut pas diminuer le nombre de Députés mais mettre en place la proportionnelle. Pourquoi ne pas renouveler l'Assemblée Nationale par tiers ou par quart ? A la télévision, on s'aperçoit que les hémicycles tant de l'Assemblée que du Sénat sont presque vides lors des séances alors que nos élus sont payés à temps plein. Il faudrait mettre en place l'obligation de présence des Députés lors de ces réunions plénières. C'est comme cela qu'ils pourront représenter le peuple ! Il ne faudrait pas mettre les séances plénières en même temps que les réunions des Commissions de l'Assemblée Nationale ou du Sénat. Bien évidemment, il faut instituer le non-cumul des mandats.
6. Au deuxième tour de l'élection présidentielle, il faudrait non pas 2 mais 3 candidats. Cela éviterait peut-être que les électeurs votent blanc ou s'abstiennent lors de ce deuxième tour. Il faudrait supprimer le Sénat et mettre en place plus de Députés. Il faut se rappeler que nous avons les hommes politiques que nous méritons. L'élection du Président est un véritable problème. Tous les systèmes ont leur défaut. La 5<sup>ème</sup> République n'est pas représentative, on vote au deuxième tour pour le candidat le moins mauvais. Il faudrait instituer le vote obligatoire avec un système de notation des candidats comme pour un cahier des charges (note sur les compétences, note sur le côté humain, note sur son expérience politique et professionnelle,... la note serait très favorable, favorable, moyenne ou nulle). Le candidat ayant obtenu la meilleure note globale serait élu.
7. Le mandat unique n'est pas forcément une bonne chose. Ainsi, le Député-Maire ou le Sénateur-Maire peuvent faire remonter les problèmes locaux au niveau national.
8. On demande trop à l'État qui met en place bien trop de règles. Il faut décentraliser la vie politique française. Si les citoyens ont de plus en plus de droits, ils ont aussi des devoirs. La décentralisation pourrait permettre de mettre un arrêt sur l'hémorragie des services publics, des gares, des bureaux de poste et des petits commerces.
9. Il faudrait augmenter le nombre de députés et supprimer le Sénat.
10. Il faudrait instituer le vote obligatoire et reconnaître le vote blanc.

## THÈME LIBRE

1. La place du maraîchage est croissante à Machecoul-Saint-Même par rapport à Sainte-Pazanne. Par contre, à Sainte-Pazanne, la population augmente.
2. L'Europe pose un grave problème concernant les salaires. En effet, le SMIC varie de 500 € à 1 500 € par mois. Bien évidemment, de plus en plus de sociétés délocalisent dans des pays à SMIC faible (pays de l'Est).  
La Commission Européenne de Bruxelles décide, à la place des élus, des directives européennes. Les fonctionnaires européens font le travail qui devrait revenir aux Députés européens.
3. Il y a 50 ans, les commerçants et artisans, arrivés à la retraite, vendaient souvent leurs fonds de travail ce qui leur permettait de vivre plus confortablement en retraite. Aujourd'hui, les fonds de commerce ne se vendent plus et les commerces disparaissent.
4. Concernant les élections européennes à venir, on va voter pour des marionnettes. Ce sera toujours la Commission Européenne de Bruxelles qui décidera et non le Parlement Européen de Strasbourg.  
L'Europe doit être plus forte devant les risques économiques et politiques posés par les nouvelles et anciennes grandes puissances (États Unis d'Amérique, Russie, Chine, Inde,...). Ainsi, l'Europe doit être mieux gérée.
5. Tout le monde a un portable et les gens ne se parlent plus. Le mésusage du numérique a fait du mal dans nos rapports de citoyens.
6. Il faut arrêter de vendre la France (bâtiments, monuments, entreprises, savoir-faire, barrages,...).



Le grand  
**débat national**

---

---

## Grand Débat National

### Compte rendu de la réunion publique du 16 février 2019

---

---

Document établi par le Maire de Machecoul-Saint-Même.  
Le 7 mars 2019  
Didier FAVREAU

## CONTEXTE

Dans le cadre du Grand Débat National, la population communale (7 684 habitants) a été avertie de l'organisation de 4 réunions publiques.

La **troisième réunion** du Grand Débat National s'est déroulée à Machecoul-Saint-Même, **le samedi 16 février 2019** de 10 h à 12 h à l'Espace de Retz.

Cette réunion a rassemblé près de 25 personnes.

Le débat était animé par Didier FAVREAU, Maire de la commune. Secrétariat réalisé par Daniel JACOT, Adjoint au Maire chargé des Affaires Générales.

Les citoyens présents étaient invités à prendre la parole pour débattre et donner des propositions sur les 4 thèmes proposés par l'État (la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la démocratie et la citoyenneté) mais chacun a pu s'exprimer sur les sujets qui le préoccupaient.

Il est à noter que cette réunion s'est passée dans un climat serein et de respect mutuel. Tout le monde a pu s'exprimer.

Vous trouverez, ci-après, les remarques et les propositions des participants.

///

## LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

1. Inégalité des revenus : il faudrait que les politiques donnent l'exemple. D'anciens politiques, à tous les niveaux, ont une retraite à vie. Il faudrait créer des comités de citoyens pour faire remonter les idées aux élus.
2. Un participant fait savoir que la présentation des comptes annuels d'une petite commune voisine de Machecoul-Saint-Même (à l'occasion des vœux) a été de grande qualité. C'est une excellente formule.
3. Il semblerait que les élus nationaux (députés, sénateurs, voire même ministres) ne connaissent que très mal le budget de la nation.  
Un élu rappelle que le budget de l'État peut être consulté via Internet sur le site Legifrance.
4. Les dotations de l'État ne sont connues que très tardivement pour une même année. Ainsi, en mars 2019, nous allons voter le budget de la commune sans connaître de manière définitive le montant de ces dotations. C'est inadmissible. Comment peut-on prévoir les projets ?
5. La France manque manifestement de personnel dans les hôpitaux, dans les services de la petite enfance et dans les services médico-sociaux. C'est la quadrature du cercle, il faudrait baisser les dépenses alors que les besoins sont immenses.
6. Concernant le scolaire, il faudrait revenir à une responsabilité intercommunale au lieu de régionale.



1. La politique locale doit être relativement indépendante et pouvoir, dans de nombreux cas, se libérer de la tutelle régionale et nationale.
2. Dans certaines régions de France (ex. le Cantal, la Lozère,...), il s'est mis en place des intercommunalités regroupant parfois 60 communes et 20 000 habitants. Cette mise en place devrait pouvoir être faite de façon temporaire (caractère expérimental) afin, si nécessaire, de corriger et de revenir à une structure plus réaliste.
3. Se pose le problème de la répartition et de l'efficacité des services publics. Les grandes agglomérations bénéficient de services étoffés alors qu'en milieu rural, on manque de fonctionnaires territoriaux dans les domaines de la santé, de la petite enfance et des personnes âgées.  
La santé et l'éducation ne sont pas des variables d'ajustement.
4. La formation des hauts fonctionnaires est par trop sélective. Il faudrait supprimer l'École Nationale d'Administration. Au lieu de faire des stages en Préfecture, les hauts fonctionnaires devraient les faire dans des collectivités rurales. Le jeune ingénieur commence toujours par un stage en entreprise (chez Michelin, un ingénieur travaille d'abord sur la chaîne et doit pendant le temps de ce stage identifier un problème et le résoudre).

1. Il faut développer l'action locale. Socialement, réfléchir aux nouvelles formes de parentalité (monoparentalité). Il faut prendre en compte l'ensemble des citoyens. Les idées doivent partir de la base.
2. En politique locale, le travail de chacun est cloisonné, il n'y a pas assez de travail en commun.
3. Il faut réfléchir à la spécificité locale. Ne pas se contenter d'un travail de globalité qui serait commun à toutes les communes. Compter sur les forces locales (les associations, les forces vives,...). Certes, le millefeuille administratif est décrié mais il ne faut pas oublier la parole locale.
4. Actuellement, la commune nouvelle de Machecoul-Saint-Même compte 42 conseillers municipaux qui font connaître à la population les décisions municipales. Les conseils municipaux sont publics. La meilleure information reste la rencontre entre les gens. Malgré tout, Internet reste important pour participer et s'informer.
5. Il pourrait être institué des référendums d'initiative locale qui donneraient la parole aux citoyens de la commune afin d'amener des idées et éclairer le choix des élus.
6. La question est posée de créer un véritable forum d'échanges sur le site Internet de la commune (<http://www.machecoul-saint-meme.fr>).  
Ainsi, un participant évoque la question des réseaux électriques. C'est un point noir de la commune. Le forum permettrait aux élus de connaître les problèmes électriques de bien des habitants.
7. La création d'un compte Facebook demande réflexion. Ce n'est pas forcément une réponse à la demande de communication entre les élus et la population.
8. Concernant le cumul des mandats, il faut rappeler qu'un Député-Maire ou un Sénateur-Maire faisait remonter les demandes et les idées de son territoire et redescendre les réponses obtenues dans les ministères. En le supprimant, on a cassé les maillons, et l'information n'arrive pas au sommet de l'Etat.
9. Un participant regrette de ne pas avoir eu de réponse à un courrier adressé au Député.
10. Certains participants s'opposent au cumul des mandats indiquant qu'un mandat nécessite beaucoup d'investissement et de travail. Il paraît peu réaliste d'avoir deux mandats électifs. Ils posent la question de la compétence et de la connaissance politique des Députés. Souvent les Ministres et les Députés sont déconnectés du local. Il faudrait inventer un parcours initiatique qui ne permettrait pas d'être ministre si on n'a pas été un élu local. Cela permettrait à nos élus nationaux d'être sensibles à la nécessité de faire remonter les idées de la base.
11. Il y a parfois un décalage entre les élus et les agents qui exécutent la politique conduite par les élus. Certains voudraient diminuer le nombre de fonctionnaires territoriaux, mais les tâches sont incompressibles et le problème sera difficile à régler.
12. La démocratie nous a échappé. On l'a laissée partir, il faut se la réapproprier.
13. Il doit y avoir un lien entre la démocratie participative et la démocratie représentative.

1. Sur la commune, les gens sont trop exigeants. On n'est pas malheureux à Machecoul-Saint-Même, c'est une commune qui marche bien.

On additionne toujours les forces, on veut plus d'habitants et donc une intercommunalité plus puissante. Mais, les grands ensembles ne sont pas forcément une solution, que faisons-nous des petites communes isolées et de leurs idées ?

La communauté de communes n'est pas une identité politique, d'ailleurs le journal de cette intercommunalité vient troubler les communes. Il faudrait que l'intercommunalité s'exprime directement dans les propres journaux des communes (quelques élus vont dans ce sens).

Monsieur le Maire exprime sa volonté de maintenir la proximité alors qu'on voudrait que les décisions soient de plus en plus l'affaire de l'intercommunalité.
2. Une personne lit un texte d'un écrivain bangladais, c'est l'histoire du colibri : *"Le feu prend dans la savane et les animaux fuient. Seul un petit colibri va jusqu'à la mer et attrape quelques gouttes d'eau pour éteindre le feu". Les autres animaux le raillent en lui disant qu'il ferait mieux de s'enfuir avec eux. Le petit colibri répond oui, je sais que ce que je fais est vain mais je fais ma part."*

Cet écrivain constate que les richesses augmentent mais pas la redistribution, ce qui est dangereux car la richesse dans les mains de quelques uns peut à terme entraîner un soulèvement social. Il souhaite un monde sans chômage et pauvreté et est l'un des inventeurs du microcrédit.
3. De même que la richesse est mal répartie, il faudrait un équilibre entre les grandes cités et les zones rurales. Ainsi, 80 % des gens vivent sur 20 % du territoire et 20 % des gens sont riches et 80 % ne le sont pas.
4. Monsieur le Maire informe les participants de la création par la loi d'un Conseil de Développement (36 personnes non élus) rattaché à la Communauté de Communes Sud Retz Atlantique.

Par ailleurs, les citoyens peuvent également s'exprimer dans le cadre du Conseil de réflexion qui se réunit régulièrement sur la commune.

A ce sujet, une personne s'interroge sur l'information qui devrait remonter du conseil de réflexion et du conseil de développement. Il faudrait pouvoir poser des questions.

Monsieur le Maire répond que les personnes intéressées peuvent toujours rentrer dans le conseil de réflexion piloté sur la commune par un élu.
5. Le site Internet de la commune propose, via le formulaire "contact", de poser des questions ou donner des idées aux élus et agents de la commune. Mais, il faudrait avoir une réponse.

Les élus font leur possible pour répondre aux questions posées.
6. Plusieurs personnes présentes insistent sur la qualité de la communication entre la Mairie et la population. A améliorer. En effet, il est difficile d'aller aux réunions publiques, faute de temps et d'obligations diverses. Les moyens modernes permettent de reprendre les remarques de la population et d'en faire une synthèse. La participation citoyenne doit être plus forte. Mais malheureusement, les travailleurs indépendants travaillent de plus en plus tard le soir.
7. Un autre élu souhaite vivement que le compte rendu de ces quatre réunions du Grand Débat National dans la commune soit communiqué aux élus et aux habitants de Machecoul-Saint-Même.

Dans notre commune, les élus locaux ne sont pas rattachés à des partis politiques.

Le journal communal "Regards sur Machecoul-Saint-Même" ne comporte aucune rubrique dédiée à un quelconque parti. La page dédiée à l'expression des élus laisse la parole à toutes les tendances issues des élections municipales. Les grandes lignes des quatre réunions du Grand Débat seront reprises dans un prochain magazine communal.

Ce dernier point est partagé par Monsieur le Maire de Machecoul-Saint-Même.



Le grand  
**débat national**

---

---

## Grand Débat National

### Compte rendu de la réunion publique du 2 mars 2019

---

---

Document établi par le Maire de Machecoul-Saint-Même.  
Le 7 mars 2019  
Didier FAVREAU

## CONTEXTE

Dans le cadre du Grand Débat National, la population communale (7 684 habitants) a été avertie de l'organisation de 4 réunions publiques.

La quatrième réunion du Grand Débat National s'est déroulée à Machecoul-Saint-Même, **le samedi 2 mars 2019** de 10 h à 12 h à l'Espace de Retz.

Cette réunion a rassemblé près de 25 personnes.

Le débat était animé par Didier FAVREAU, Maire de la commune. Secrétariat réalisé par Daniel JACOT, Adjoint au Maire chargé des Affaires Générales.

Les citoyens présents étaient invités à prendre la parole pour débattre et donner des propositions sur les 4 thèmes proposés par l'État (la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la démocratie et la citoyenneté) mais chacun a pu s'exprimer sur les sujets qui le préoccupaient.

Il est à noter que cette réunion s'est passée dans un climat serein et de respect mutuel. Tout le monde a pu s'exprimer.

Vous trouverez, ci-après, les remarques et les propositions des participants.

1. Problématique du maraîchage qui prend une place très importante dans la commune.
2. Certaines personnes se permettent de jeter leurs détritux au pied des pylônes où nichent des cigognes. En ville, des gens mettent leurs déchets sous les voitures ou devant les magasins, c'est un manque manifeste de civisme.
3. Dans certains pays du nord, les enfants ont un enseignement dédié spécifiquement à l'écologie, on leur apprend très jeunes la nécessité du tri sélectif. L'enseignement, dans toutes ces facettes, est fondamental et malheureusement trop souvent les professeurs sont remplacés par des vacataires.
4. A titre d'exemple pour permettre la prise de conscience de l'écologie par les enfants : une école de Machecoul-Saint-Même travaille sur le zéro gaspillage et le zéro déchet. C'est un travail commun entre les enseignants, le personnel éducatif, les agents de cuisine et les enfants. *"La terre ne nous appartient pas, elle nous est prêtée"*. Cette initiative devrait pouvoir être remontée au niveau départemental, régional et national pour donner des idées à nos diverses instances. Concernant le zéro gaspillage, dans une même école, le personnel de cuisine peut demander aux enfants s'ils ont une petite ou une grosse faim afin de réaliser des économies de nourriture. Certains parents ne comprennent pas cette démarche puisqu'ils payent un service, et ce, quel que soit la quantité servie à l'enfant.

## LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

1. Dépenses publiques : les politiques sont trop payés. Nous ne sommes pas suffisamment informés sur la marche de l'État et l'utilisation des fonds publics.
2. La pression fiscale a été le point de départ de l'action de revendication des gilets jaunes. Les questions du Grand Débat sont très réductrices. Il faudrait évoquer le rapport entre les impôts et les dépenses et faire des choix. Le problème est de répartir l'enveloppe globale. Certaines dépenses sont absurdes. Le CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi) a coûté très cher dans sa mise en œuvre. Les aides coûtent plus cher que les emplois. Les aides à la personne augmentent de manière exponentielle.
3. Au Bangladesh se développe le microcrédit. Il faut taxer les flux d'argent et faire une chasse à la corruption. Il faut que l'État fasse son travail au plus haut niveau.
4. Les communes et les intercommunalités ont le devoir absolu d'équilibrer leurs budgets. Le comptable public y veille avec rigueur. A l'inverse, l'État fait ce qu'il veut et le déficit national atteint un niveau abyssal.
5. Il y a un lien indéfectible entre les recettes et les dépenses. Par contre, on voudrait des services sans payer d'impôts. Il faudrait remettre à plat la distribution des aides en France. Pourquoi ne pas instituer le revenu universel proposé par un candidat à la présidence de la République en 2017. On supprimerait alors les allocations et on répartirait la somme sur tout le monde à partir de 18 ans et toute la vie. Avant 18 ans, les adolescents percevraient la moitié. Ainsi, on supprimerait toute la machine administrative. Se sachant aidés par ce revenu universel, les gens choisiraient mieux leur travail.
6. Pourquoi donner un revenu universel aux personnes riches ?  
Le revenu universel va créer des assistés.
7. Une expérience est menée au Kenya par une ONG qui distribue à une petite population une allocation de 20 € par personne et par mois pendant 12 ans. Il est remarquable de noter que les gens ont utilisé cet argent de façon utile.  
Cela prouve qu'il faut faire confiance aux êtres humains. Il semblerait qu'une expérience identique soit menée sur le territoire français "simulateur revenu universel.gironde".
8. Un des grands promoteurs du revenu universel est le professeur Albert JACQUARD.
9. Il est difficile de demander une aide temporaire à la CAF. Soit vous êtes dans les normes, soit vous n'avez droit à rien.  
Personnellement, j'ai pris mes responsabilités et je travaille sans aide. Je regrette de payer pour les assistés : c'est scandaleux. Les assistés ne font rien pour travailler alors que les gens devraient se prendre en main.
10. Un exemple ubuesque : à l'occasion d'une Commission parlementaire sur les aides aux personnes défavorisées, présidée par un Député de la République En Marche, il a été proposé d'augmenter une certaine aide de 8 € par personne. Cela demandait une augmentation de la même somme aux contribuables percevant plus de 80 000 €/an. Le Ministre des Finances, présent lors de la réunion, a déclaré que cela était absolument impossible.
11. Comment bâtir un budget communal ou intercommunal sans connaître le montant des dotations de l'État ? Imaginons un chef d'entreprise bâtissant son budget sans connaître l'activité qu'il va créer.

1. Dans l'éducation de nos enfants, on devrait leur parler du drapeau qui est la conscience de la nation française. Il faudrait remettre au goût du jour l'éducation civique et morale. Certains propos publics sont inacceptables (ex. propos racistes envers une personne d'origine nord africaine).
2. L'éducation est le moyen essentiel de prévenir les problèmes rencontrés dans la société (incivilité, délits, manque de civisme,...). Il faut revenir à l'éducation civique et morale. Maintenant, les parents doivent prendre leurs responsabilités et élever leurs enfants ce qui n'est pas le domaine des enseignants.
3. On peut parler d'une "coéducation" entre les parents et les enseignants. N'oublions jamais que le professeur est souverain dans sa classe. Il faudrait trouver un juste milieu entre l'avant et l'après mai 1968.
4. A un certain niveau de l'enseignement, il serait intéressant de faire intervenir des chefs d'entreprises pour donner aux enfants une idée du monde du travail.
5. Éducation : il ne faut laisser aucun enfant au bord de la route. L'orientation personnelle de l'enfant est une question majeure. Les enfants sont les élus de demain. Il faut même accompagner les enfants avant 3 ans et faciliter la formation des accueillantes en crèche.  
Une personne n'est pas d'accord car l'enfant n'est pas autonome avant 7 ans. Il ne faut pas trop leur apprendre en même temps, il faut leur donner du temps. La psyché d'un enfant est très fragile et doit être respectée.  
L'enfant imite ses parents. A l'école, les enfants ont de plus en plus de choses à faire, de domaines à étudier. Les programmes ne sont plus clairement identifiés. On introduit des complexités.  
On parle beaucoup de transversalité entre les matières. Il faut donner plus de repères aux enfants qui connaissent un certain désarroi.
6. La société est de plus en plus exigeante. On corrige le français dans des devoirs de mathématiques. Est-ce réaliste ? (calculs fondamentaux et aptitude au français).
7. Il y a trop de fonctionnaires derrière un ordinateur et pas assez au service du public (hôpitaux, crèche, aide à domicile,...).



1. La citoyenneté est un droit mais aussi un devoir. L'abstention aux élections est catastrophique. Les gens devraient voter à toutes les élections.
2. Une participante évoque l'expérience de son fils au sein d'un Conseil Municipal d'Enfants (commune en Auvergne) : il est remarquable de constater que ces enfants ont eu l'idée d'un projet bénéficiant aux personnes âgées. Ainsi, qu'un autre projet permettant de supprimer les décharges sauvages en motivant les habitants par des affiches.
3. L'exemplarité citoyenne doit venir du haut de la hiérarchie avec des élus respectant parfaitement les règles. Le détournement d'argent doit être puni par la loi aussi sévèrement tant pour les puissants que pour les gens modestes. Les enfants ont besoin d'exemplarité. Il semblerait que certains industriels ne déposent pas leurs comptes. Lorsqu'on voit certaines malversations au niveau de l'État (ex. affaire CAHUZAC), comment peut-on expliquer ces graves dérives aux enfants ? Pour les serviteurs de l'État, l'exemplarité doit être une vertu. "Liberté, Équité, Fraternité".
4. Dans le cadre de la politique de répression (ex. amendes fiscales, contraventions), les sanctions financières n'ont pas le même poids suivant la situation financière personnelle du contrevenant.
5. L'incivilité est mal sanctionnée. Ainsi, des jeunes qui font un running route de Nantes en motos ne risquent qu'un rappel à la loi. Nous voyons trop de situations où certains citoyens semblent braver la loi sans risque. "Éducation – Exemplarité – Justice".
6. Les casseurs pensent qu'il n'y aura pas de conséquences. La loi anticasseurs n'a aucun sens, il faudrait déjà appliquer les lois existantes. Les manifestants ne sont pas a priori des casseurs.
7. Les citoyens devraient davantage s'intéresser au budget de la commune et à ses orientations budgétaires. Les conseils municipaux sont publics.
8. Il faudrait que le Gouvernement propose un projet de société qui enthousiasme les citoyens. Que va apporter le Grand Débat pour un nouveau projet de société ?
9. Il faudrait inciter les citoyens à être candidats aux élections municipales pour améliorer la gouvernance de la vie publique locale.
10. Il est difficile de motiver les citoyens, même au niveau local. Ainsi, à Machecoul-Saint-Même, une réunion publique sur le budget n'a rassemblé sur 2 ans que quelques personnes (moins de 10).
11. En France, l'abstention aux élections est à ce jour d'environ 70 %. En Belgique, où le vote est obligatoire, il y a 90 % de votants malgré des sanctions peu effectives. Il serait donc souhaitable de mettre en place un système de vote obligatoire en France en tenant compte des votes blancs.
12. Manque de vision globale à 20 ans sur l'Éducation Nationale car les décisions prises sont descendantes et non remontées de la base. Or, le local est la base.
13. Éducation et justice doivent fonctionner ensemble car les enfants ont un sens aigu de la justice.

## THÈME LIBRE

1. Les médias ne nous parlent que de ce qu'ils veulent bien. Les médias font la loi.
2. Les grands-parents sont perdus dans l'éducation de leurs petits enfants. On devrait suivre l'exemple de l'école Montessori.
3. Le bénévolat, même dans le domaine caritatif, est une forme de travail. Les gens aidés pourraient de temps en temps travailler dans le domaine caritatif.
4. Monsieur le Maire annonce une réunion en mai 2019 sur les orientations municipales futures.